



Production du congrès académique de Nice du 17 et 18 juin
Adopté à l'unanimité moins deux abstentions

Thème SPORT

Dans un premier temps, nous faisons le constat d'un glissement inquiétant dans les modalités de financement du sport à toutes les strates de son fonctionnement.

La distribution budgétaire est confiée à l'ANS (agence nationale du sport) qui, dans les faits, institue une véritable discrimination opaque et clientéliste. La base de la mécanique distributive repose sur l'attribution de financement à partir de projets. Toutes les dimensions du sport sont touchées.

De multiples déviations peuvent être constatées qui induisent toutes un émiettement budgétaire du sport associatif. Le financement du fonctionnement des fédérations et de la communication vient grever de manière inquiétante les financements des clubs qui ne peuvent plus s'appuyer sur des bases budgétaires pérennes de fonctionnement.

Pour les personnels de la jeunesse et sport, les marges de manœuvre s'amenuisent étant soumis au dictat des injonctions politiques au sein des organes de financement. L'introduction à marche forcée du système libéral dans la gestion du mouvement sportif impacte lourdement la démocratisation de la culture sportive, au profit de la mise en œuvre d'opérations de communication coûteuses et inefficaces au regard des valeurs que nous portons.

Plus proche de nous encore, l'UNSS est pleinement impactée par le système de financement du sport. Les mêmes déviations s'instaurent obligeant dorénavant les districts UNSS et les associations à remplir des dossiers de demande de subvention à l'ANS pour pouvoir fonctionner. (Injonction d'ouvrir un compte ASO pour chaque A.S, ces mêmes entités sont encouragées à la recherche de sponsors privés) Notre académie a été particulièrement impactée par les dérives de ce système et en connaît les écueils. En conséquence, le système est, en son sein, porteur d'inégalités de traitement et met à mal le fonctionnement de nos AS et, par là même, la démocratisation de la culture sportive.

Ces constatations étant faites, le SNEP-Nice ne peut que s'accorder sur l'impérieuse nécessité de supprimer l'ANS. Nous réaffirmons qu'il est nécessaire de réinstaurer un ministère jeunesse et sport de plein droit avec des règles budgétaires transparentes permettant de pérenniser le financement associatif seul pourvoyeur d'une culture sportive de masse.

Dans ce contexte, l'EPS constitue une base solide sur laquelle doit s'appuyer la culture sportive dans sa dimension humaniste et émancipatrice. Les enseignants sont confrontés à l'introduction à marche forcée, par le biais des évaluations certificatives, des activités nouvelles d'entretien de soi basées sur l'individu et l'intériorité (Activités d'entretien, Yoga...). Dans le même temps, ils sont aussi confrontés à des élèves pratiquants dans le monde fédéral, imprégnés par les déviations du monde sportif. Les enseignants, parfois démunis, doivent pouvoir accéder à une formation plus que jamais renforcée pour continuer à promouvoir une culture sportive humaniste et égalitaire, dans laquelle nous luttons contre l'exclusion et pour l'émancipation de tous.

Les sections sportives, dans le cadre des problématiques posées par le texte du congrès, ont la particularité d'être un outil original pour promouvoir une certaine interface positive entre le mouvement sportif et l'EPS. C'est une possible filière d'excellence pour tous, qui demanderait à être développée, dans chaque établissement, en privilégiant la mixité. Il serait souhaitable, dans le cadre de leur développement, de les valoriser institutionnellement dans le cadre de l'évaluation certificative. Elles instaurent non seulement un contact mais aussi une collaboration nécessaire et constructive avec le monde sportif associatif. Elles pourraient être la clef de voute à partir de laquelle une discussion délibérative et démocratique pourrait être instituée. Pour autant, les équipes d'EPS qui se confrontent aux partenariats avec les clubs savent bien que le dialogue n'est pas toujours facile. Il n'est pas toujours aisé de véhiculer les valeurs citoyennes, d'où la nécessité de renforcer cet espace d'échanges dans le cadre d'instances académiques s'appuyant sur une charte nationale rénovée issue du monde éducatif, éloigné des déviances économiques et politiques que nous constatons dans le développement actuel du monde sportif.